

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1118>

**Guadeloupe - L'Etat, Penchard & Lurel
renient leurs engagements d'un Plan
d'urgence pour l'Emploi et la Formation de
8000 jeunes : A la place, un Plan de 100 jours**

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mardi 6 octobre 2009

Mis à jour le : mardi 6 octobre 2009

de répression contre la jeunesse !

- Dossier spécial LKP - Prises de parole du LKP -

UGTG.org

En lieu et place du Plan d'urgence pour l'emploi et la formation des jeunes, l'État avec l'aval d'un certain nombre de maires de Guadeloupe a lancé courant septembre un Plan de répression de 100 Jours contre la jeunesse de ce pays, coupable à leurs yeux de tous les maux dont la Guadeloupe souffrirait... [1]

C'est oublier que le lundi 16 février 2009, jour précisément du soulèvement général des travailleurs, de la jeunesse et du peuple de Guadeloupe contre la profitation, l'Office Européen des Statistiques publiait les taux de chômage enregistrés dans les pays et régions de l'Union Européenne en 2007 (Avant donc les effets dévastateurs pour l'emploi, l'économie et le développement - en un mot pour la profitation - de la grève du LKP). [Voir document en pièce jointe]

Que nous apprenions ces chiffres officiels, et donc déjà en dessous de la réalité ?! Que les quatre colonies françaises (Réunion, Guadeloupe, Martinique et Guyane) sont les régions de l'UE ayant enregistré les plus forts taux de chômage en 2007.

Que la Réunion a connu en 2007 un taux de chômage de 25,2%, la Guadeloupe de 25%, la Martinique et 22,1% et la Guyane de 21%.

Que la Guadeloupe, paralysée alors depuis trois semaines par une grève générale contre la profitation, est également la région de l'UE connaissant le plus fort taux de chômage des jeunes (15 à 24 ans), avec 55,7%...

Au petit matin de ce lundi 16 février 2009, date de la publication de ces chiffres, L'Etat colonial français - avec le soutien de Victorin Lurel [2] - lançait par centaines ses chiens et ses chars contre les militants et la jeunesse de Guadeloupe.

Dans ses interventions lors des meetings préparant à la mobilisation du samedi 3 octobre 2009, Rosan Mounien, ancien secrétaire général de L'UGTG, et membre du LKP, est souvent revenu le volet Emploi Formation de la plateforme de revendications du LKP et sur les conséquences du non respect de l'accord du 4 mars 2009 : L'explosion de violence dénoncée par ceux là mêmes - État, politiciens - qui ont renié leurs engagements et leur parole.

Nous publions la transcription de celle du jeudi 1er octobre sur la place du bourg de la commune de Morne à Eau.

Popilasyon, p'p M'wnalo, bonswa !

Ce qui se passe dans notre pays en ce moment, c'est l'histoire qui est en marche. Depuis le 20 janvier, le peuple de Guadeloupe a décidé de descendre dans la rue et de montrer que si deux ou trois fois dans son histoire il s'était trompé, en donnant mandat à quelques uns pour parler en son nom ; et que ces personnes ont pris ce mandat pour de l'argent comptant, en considérant que cela leur octroyait automatiquement une légitimité... Eh bien, depuis le 20 janvier le peuple de Guadeloupe a décidé de reprendre en mains son pouvoir et de mettre ce pouvoir dans la rue.

Ce qui se passe aujourd'hui, ce qui s'est déroulé pendant 44 jours, prouvent que le peuple de Guadeloupe, parmi les autres, n'est pas en reste dans le combat contre le capitalisme, contre la profitation. **Il a montré l'exemple :**

la force d'un peuple ne se mesure pas simplement à l'aune de la taille du pays. Le pays peut-être petit, il peut être grand, mais un peuple est toujours grand quand il garde la tête haute (doubout) et qu'il se dresse face à l'oppression, face à l'exploitation, face à la profitation.

Mais pendant ces 44 jours, le peuple était en marche et la jeunesse était avec le peuple...

Parce que durant ces 44 jours, s'agissant des jeunes, il n'a jamais été fait état ni de meurtres ou de bagarres entre eux, ni d'actes de délinquance, ni d'accident. Parce que durant cette période le LKP et le peuple ont mis de l'ordre dans ce pays ; et l'un respectait chacun se respectait. Parce que cette jeunesse privée d'emploi, ou tout au moins une grande partie d'entre elle, a confié au LKP son "dossier" pour négocier avec l'état français.

Et pour elle, nous avons négocié avec l'état la mise en place un Plan d'urgence pour l'emploi et la formation. Ce Plan, nous l'avons chiffré, 30 millions d'euros ; nous lui avons dit le nombre de jeunes concernés, 8000 jeunes en situation difficile, qui sont dans la rue. Ce Plan a été signé le 4 mars et devait divulguer en juin 209...

Que s'est-t-il passé ? Qu'avons-nous constaté ? Que ceux qui ont signé ce protocole - l'état français, et le président du Conseil régional en particulier qui est responsable en matière de formation professionnelle - n'ont pas respecté les engagements pris avec nous ! Et par là même, ils ont montré qu'ils méprisaient la jeunesse de ce pays !

Et donc aujourd'hui, que se passe-t-il ?! Tout le monde se déssole. Car pour ces jeunes sans emploi, qui ka ba lari chenn (qui zonent ou déambulent dans les rues), les choses sont reparties comme avant le 20 janvier : bagarres, drogues, délinquance, meurtres, blessures, agressions ; etc.

Comment voulez-vous précisément que la jeunesse puisse vous faire confiance quand vous n'êtes pas capable de respecter votre signature apposée au bas d'un protocole !

Pire, quelles solutions proposent-ils (à la jeunesse) ?! Non seulement ils ne respectent pas leurs engagements, mais en plus on trouve une série de bwa-bwa (marionnettes), d'hommes politiques de notre pays qui organisent une grand-messe et se rassemblent pour décider de réprimer férocement la jeunesse pendant 100 jours ! [3] 100 jours de répression, 100 jours de machanté, 100 jours d'atrocités... Comme s'ils croyaient que c'est en lançant des gendarmes aux troussees de ces jeunes que l'on parviendra à les faire marcher droit...

Et ils vont même plus loin... Ils sont retournés aux pratiques du temps de l'esclavage. Ils expérimentent déjà l'île de Saint Martin : ce sont des chiens féroces qu'ils lâchent après les jeunes... Faute de pouvoir leur courir après, les militaires lâchent des chiens, des bergers allemands, après les jeunes... Nous disons que cela également est une attitude de mépris vis à vis du peuple et de la jeunesse d'un pays.

Nous disons que ce n'est pas par la répression que l'on réglerait les problèmes de la jeunesse. Car celle qui est dans la rue, si elle ne travaille pas, ou si même parfois il lui arrive de refuser du travail, c'est parce qu'elle observe ceux qui ont fait 5 ou 6 années d'études, qui ont des diplômes de niveau BAC + 2 jusqu'à BAC + 6... Et que constate-t-elle ? Que ceux qui ont ces diplômes n'obtiennent que des emplois payés 600, 700 ou 800 euros ou des contrats aidés !

Alors que dans le même temps, des gens sortis des 4 coins de la terre, rentrent en Guadeloupe... Et lorsqu'ils se rendent à Jarry [4], dans les mors que leur couleur de peau diffère de la notre, ils ont droit à tous les emplois auxquels notre jeunesse ne peut accéder !

[...]

Et donc si la jeunesse refuse d'aller dans le sens qu'ils tentent de lui imposer, c'est parce qu'elle n'a pas confiance en ceux qui exercent les responsabilités dans notre pays !

C'est pourquoi nous affirmons que la jeunesse a raison de se révolter. Et, évidemment, sans l'encourager à faire n'importe quoi, nous considérons que le seul bord qu'elle doit prendre, c'est celui du LKP, car c'est véritablement là le seul endroit où elle trouvera la solution à ses problèmes.

Et c'est pourquoi nous affirmons qu'il est aujourd'hui tout à fait possible de mobiliser la jeunesse de ce pays autour d'un véritable Plan pour créer des emplois, créer des formations et donner à la jeunesse de l'espoir et un devenir dans son pays !

parce qu'un pays qui ne peut s'appuyer sur les ressources de sa jeunesse est un pays qui ne peut pas avoir d'avenir. C'est pourquoi nous lançons un appel à la jeunesse de notre pays pour l'inviter à se rassembler dès le 3 octobre [5] autour du LKP padavwa sè pèp doubout ki ka gannyè konba (car seuls les peuples "debout" remportent des victoires) et que c'est une jeunesse mobilisée, liyanné avec son peuple qui permettra d'ouvrir un horizon pour ce pays.

Méssi !

Rosan Mounien

Meeting LKP

Jeudi 1er octobre 2009, Morne à l'Eau

[1] Ce « Plan » qui se substitue au Plan d'urgence pour la formation et l'emploi des jeunes de Guadeloupe a été présenté le vendredi 11 septembre par Nicolas Desforges « prêtre en Guadeloupe » à la Mairie de Pointe-à-Pitre ! 100 jours durant lesquels « opérations coup de poing » (dans la gueule des jeunes, assurément), fouilles vexatoires et humiliantes, contrôles au faciès doivent se multiplier ! « Services de police, gendarmerie et douanes sont sur le pied de guerre ». 100 jours que les importateurs d'armes et de cocaïne en Guadeloupe, les délinquants à col blanc et les mafias en complet cravate pourront mettre à profit pour faire fructifier encore plus leurs « bonnes » affaires !

[2] Même après l'assassinat dans la nuit du mardi 17 au mercredi 18 février 2009 de Jacques BINO par les barbouzes de l'État français, Victorin Lurel continuait à maudire le LKP. Ainsi, le vendredi 20 février 2009, au micro d'Europe 1, il accusait les Guadeloupéens d'être de... racisme !!! L'interview avec Jean Pierre Elkabbach est en ligne [ICI](#)

[3] NDR : Réfrence au plan de 100 jours mis en place par la préfecture et les services répressifs de l'État (procureur - police - gendarmerie) avec l'aval d'un certain nombre de maires de Guadeloupe. Depuis la « chasse aux jeunes » est ouverte : vexations, contrôles systématiques, passages à tabac. Pourtant, jour après jour, le chiffre des agressions, meurtres, bagarres (faits divers crapuleux, sordides ou dramatiques impliquant des "jeunes")... n'a pas cessé de croître. C'est à croire que comme pour les accidents de la circulation, ce chiffre est proportionnel aux "moyens de lutte" déployés

[4] NDR : Zone artisanale, industrielle et commerciale située sur la commune de Baie-Mahault qui concentre 47% de la DUE de Guadeloupe ;

et 72% des sociÃ©tÃ©s d'intÃ©rim, adeptes du racisme Ã l'embauche

[5] NDR : L'intervention date du jeudi 1er octobre